

Conflits des Grands Lacs : une guerre majeure

La région des Grands Lacs se distingue par une forte densité de population (le Burundi et le Rwanda sont les Etats les plus densément peuplés du continent). Les montagnes du Kivu à l'est de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) accueillent partiellement le « trop-plein » de population. L'instrumentalisation politique des tensions interethniques liées au foncier qui ont cours depuis quarante ans culmine en 1994 avec le génocide rwandais, qui fait un million de victimes, et une vague de 1,2 million de réfugiés au Kivu. S'en suit un premier conflit en RDC qui va se régionaliser avec six pays en guerre sur son sol – dont les ressources naturelles (minéraux rares, bois, vastes zones fertiles) sont l'objet de toutes les convoitises.

Ces conflits sont apparus dans le sillage de changements politiques (reconnaissance du pluralisme des médias, élections multipartites...). Les groupes armés (comme les mouvements rebelles burundais, ougandais et rwandais) utilisent souvent le territoire d'un ou des Etats voisins comme base arrière. Ainsi, le Rwanda et l'Ouganda sont intervenus en RDC pour poursuivre ces groupes menaçant leur sécurité. Selon l'International Rescue Committee, cette guerre a provoqué, entre 1998 et 2002, la mort de 3,3 millions de personnes (soit le plus lourd bilan depuis la seconde guerre mondiale), imputable aux actes de guerre, à l'insécurité alimentaire ou aux maladies aggravées par l'effondrement du système de santé. Cette guerre est également marquée par l'utilisation massive d'enfants soldats.

Ouvert officiellement fin 2001 à Addis-Abeba, le dialogue intercongolais est un processus de négociation destiné à mettre fin aux conflits. Il a réuni des centaines de délégués (gouvernement, mouvements rebelles, opposition politique, société civile), et s'est achevé début 2003 à Sun City, en Afrique du Sud. Cas de figure d'une négociation complexe et néanmoins aboutie, ce dialogue fait date dans l'histoire de la résolution des conflits.

1994 Génocide au Rwanda

■ Les extrémistes hutu de l'entourage présidentiel de Juvénal Habyarimana refusent l'application des accords d'Arusha (août 1993) qui prévoient la mise en place d'un gouvernement de transition élargi aux Tutsi du Front patriotique rwandais (FPR). En avril 1994, l'attentat contre le président Habyarimana sert de prétexte au déclenchement des tueries qui éclatent simultanément dans tout le pays. Elles sont conduites par des extrémistes hutu, miliciens Interahamwe de l'ex-parti unique et des soldats des Forces armées rwandaises (FAR). Ils ont pour mission d'éliminer méthodiquement les Tutsi et l'opposition hutu modérée. La simultanéité, la violence et l'ampleur des massacres attestent leur planification de longue date. Simultanément, la guérilla tutsi du FPR, emmenée par Paul Kagamé et dont les bases arrières sont en Ouganda, réactive les combats contre les FAR. Après trois mois de combats, les rebelles conquièrent Kigali, renversent le régime hutu et poursuivent leur avancée dans l'ensemble du pays. Le 17 juillet, la formation du gouvernement d'unité nationale consacre la victoire politique du FPR. Les tueries cessent mais une 2^e vague de réfugiés déferle alors : 1,2 million de Hutu, infiltrés et encadrés par des milliers de soldats, fuient vers les pays limitrophes, majoritairement en RDC dans le Kivu.

1

1996-1997 L. D. Kabila marche sur Kinshasa

■ En octobre 1996 éclate une rébellion des Banyamulenge (Zairois tutsi d'origine rwandaise installés de longue date au Kivu), dont la nationalité est remise en question par le gouvernement zairois. Elle est soutenue militairement par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Avec d'autres opposants au président Mobutu, ils se regroupent dans l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL), dirigée par Laurent Désiré Kabila. Entre octobre et décembre, l'AFDL

2

démantèle les camps de réfugiés rwandais infiltrés par les ex-FAR et les milices hutu Interahamwe, responsables du génocide de 1994. C'est une nouvelle catastrophe humanitaire. Début 1997, la guerre-éclair se poursuit sans résistance des Forces armées zairoises et fait tâche d'huile sur les autres provinces. En février, le Conseil de sécurité de l'ONU demande la fin des hostilités et le retrait de « toutes les forces extérieures, mercenaires compris ». Mais, les rebelles contrôlent les deux tiers du territoire et ses ressources minérales. La médiation des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud pour tenter de négocier une transition pacifique du pouvoir est un échec : Kabila refuse un cessez-le-feu et déclare poursuivre sa marche sur Kinshasa. En mai, Mobutu part en exil après 30 ans de pouvoir (il décèdera en septembre) et Kabila s'autoproclame président de la RDC, nouvelle dénomination du Zaïre. La « 1^{ère} guerre du Congo » a fait des dizaines de milliers de morts.

2003-2006 Espoirs de paix

En avr. 2003 est signé à Sun City (Afrique du Sud) l'acte final du dialogue intercongolais pour restaurer la souveraineté et la paix en RDC. Le président Joseph Kabila promulgue la Constitution de transition, qui doit s'achever en juillet 2006 avec des élections législatives et présidentielles, censées être les premiers scrutins libres et démocratiques en plus de 40 ans d'indépendance. Mais la persistance de poches d'insécurité dans les provinces de l'est, où des groupes armés locaux et étrangers sont toujours actifs, compliquent le rétablissement de l'appareil d'Etat.

4

Principales ressources minières

◆ Charbon	◆ Diamants
⊛ Uranium	Or
▲ Pétrole	No Nobium
	Cu Co Cuivre et cobalt
	Et Etain
	Ma Manganèse
	Pb Zn Plomb et zinc

Sources : Le conflit des Grands Lacs, La documentation française. La Conférence internationale sur l'Afrique des Grands Lacs, Pamphile Sebahara, Les rapports du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).



1998-2002 Un conflit régional

■ En août 1998, éclate au Kivu une nouvelle rébellion de soldats banyamulenge, déçus du nouveau régime de Kabila, qu'ils avaient porté au pouvoir en mai 1997. Elle est soutenue par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi et dégénère en une guerre sans précédent en Afrique. Sept pays sont impliqués et deux grandes coalitions s'affrontent sur le sol congolais : d'un côté, les troupes gouvernementales de Kabila, les milices rwandaises Interahamwe, les ex-FAR et les milices congolaises Mai-Mai, appuyées par l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe ; de l'autre, des factions rebelles congolaises, rivales entre elles, soutenues tour à tour selon leurs intérêts par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Les combats s'étendent à l'intérieur de la RDC et les positions se figent, entraînant un début de partition du pays : le gouvernement ne contrôle plus que la moitié ouest, les rebelles se partageant le reste du pays. En 1999, est signé à Lusaka un accord de cessez-le-feu, demandant aux forces étrangères de retirer leurs troupes. Pour le faire respecter, le Conseil de sécurité a créé la Mission des Nations unies en RDC (Monuc), qui, avec 15 500 Casques bleus et un budget dépassant le milliard de dollars est la plus coûteuse au monde. Mais les combats se poursuivent et l'imbroglio politico-militaire se complique avec le renversement d'alliance entre le Rwanda et l'Ouganda. Kisangani, ville importante du commerce du diamant, devient le symbole et l'enjeu de leurs affrontements à trois reprises en 1999, 2000 et 2002. Laurent Désiré Kabila est assassiné en janv. 2001. Son fils Joseph lui succède à la tête de l'Etat. Fin 2002, les troupes étrangères se sont officiellement retirées de la RDC. Mais dans l'est, les combats entre groupes armés rivaux redoublent d'intensité. Ils sont entretenus par le Rwanda et l'Ouganda qui entendent garder, par guérillas interposées, le contrôle des ressources naturelles.

3